

Au Sahel, en Afrique de l'Ouest et au Cameroun

Résultats de l'analyse de la situation actuelle et projetée de l'insécurité alimentaire aiguë

Décembre 2024

Principaux résultats pour les zones touchées par l'IA.



Consommation alimentaire :

En période courante, la consommation alimentaire est classée en phase Minimale ou Sous Pression pour près de 90% des zones analysées. Cependant, certaines zones dans le Sahel Central, le Bassin du Lac Tchad et les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest du Cameroun, au Sénégal et au Bénin enregistrent des indicateurs de consommation alimentaire fortement dégradés, en phase de Crise ou Urgence. Pour la période projetée, une dégradation de la consommation alimentaire est attendue, surtout dans les principales zones de conflit y compris le Sahel Central, le Bassin du Lac Tchad ainsi que le nord-ouest du Nigéria, mais aussi dans certains pays comme le Sénégal, la Gambie et la Sierra Leone.



Evolution des moyens d'existence

Les bonnes performances de la campagne agropastorale permettent aux ménages producteurs et éleveurs de préserver leurs moyens d'existence surtout en période courante. Toutefois, les moyens d'existence sont en érosion dans les zones affectées par l'insécurité (zones des trois frontières, Lac Tchad, Nord-Est, Nord-Ouest et Centre du Nigeria ainsi que le Nord-Ouest du Cameroun). Les effets des prix élevés et les conséquences des inondations affectent les moyens d'existence des populations qui adoptent des stratégies de crise et d'urgence dans de nombreuses zones.



Nutrition

La situation nutritionnelle reste très alarmante ; les résultats des analyses de la malnutrition aiguë (IPC AMN) indiquent que plus de 70% des unités analysées sont classées en phases 3 et + (sérieuse à critique). Le fonctionnement de plusieurs centres de santé de prise en charge des enfants malnutris est perturbé dans les zones en insécurité civile, contribuant ainsi à

Contexte de l'analyse

La campagne agropastorale en Afrique de l'Ouest et au Sahel a débuté de manière inégale, avec des pluies abondantes dans les zones sahéliennes et des conditions normales à déficitaires dans le Golfe de Guinée. Des précipitations exceptionnelles ont déclenché des inondations généralisées, causant des débordements de cours d'eau et de rivières dans plusieurs régions. Ces événements ont eu des conséquences dramatiques, avec des pertes en vies humaines et des dégâts considérables sur les cultures et les infrastructures, particulièrement au Sahel. Bien que l'établissement des cultures pluviales ait été perturbé par des périodes sèches en mai et juin, l'augmentation des pluies en juillet et août a permis de finaliser les cycles de culture dans de bonnes conditions, surtout dans le Sahel Est.

Dans l'ensemble, les productions agricoles ont connu une nette augmentation dans la région, à l'exception du Sénégal et du Libéria, qui ont subi des baisses significatives en raison des inondations et des débordements des fleuves.

La disponibilité adéquate de la biomasse et des points d'eau assure une alimentation satisfaisante du bétail, à l'exception des zones de conflit du Liptako Gourma et du Bassin du Lac Tchad, où les déplacements des éleveurs restent très perturbés. La saison des pluies favorable dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest a permis une bonne disponibilité de fourrage, sauf dans le sud du Tchad et le sud-ouest du Niger.

Les marchés sont globalement bien approvisionnés dans la région à la faveur des récoltes qui sont en cours et de la bonne production agricole attendue. Toutefois, le fonctionnement des marchés reste toujours perturbé dans les zones qui sont sujettes à l'insécurité civile dans les pays du Sahel et dans les extrêmes nord de plusieurs pays côtiers où les approvisionnements se font sous escorte militaire. Les prix des principales denrées de base sont globalement en légère hausse par rapport à la moyenne des 5 dernières années dans la région. Au Sahel Central (Burkina Faso, Mali et Niger), une alimentation saine reste hors de portée pour environ 53% des ménages.

À l'exception du Niger et du Burkina Faso pour les caprins, les prix du bétail sur les principaux marchés de la région sont en hausse par rapport à la moyenne des 5 dernières années. Cependant, dans les autres pays du Sahel, des baisses ont également été observées sur plusieurs marchés des zones affectées par l'insécurité au Niger, au Tchad et au Mali.

Les termes de l'échange sont globalement défavorables aux éleveurs et aux producteurs des cultures de rente au niveau régional en raison des niveaux élevés des prix des aliments de base

La situation sécuritaire, combinée à des pratiques nutritionnelles inappropriées pour les enfants, reste la principale cause de la dégradation de l'état nutritionnel dans la région avec des taux de prévalence de la malnutrition aiguë très préoccupants dans la région. Au Mali, sur les 56 cercles, 75% sont classés en phase 3 et plus, dans le Nord du Nigéria, les prévalences atteignent 15,7 % et 11,9 % respectivement dans les États de Borno et Yobe. Au Niger, la situation nutritionnelle reste alarmante, avec une détérioration prévue dans tout le pays pendant la période de soudure, où 42 zones seront en crise et 9 en urgence.

la dégradation de l'état nutritionnel des enfants. L'alimentation saine et nutritive n'est pas abordable pour la majorité des ménages.

Un enfant sur cinq dans la région a un régime alimentaire minimalement acceptable.

Cette situation résulte de la fermeture des centres de santé, de l'absence de prise en charge nutritionnelle, de la perturbation des programmes nutritionnels en cours, de l'augmentation du nombre de populations déplacées dans la région et surtout de la situation alimentaire précaire que traverse ces pays.

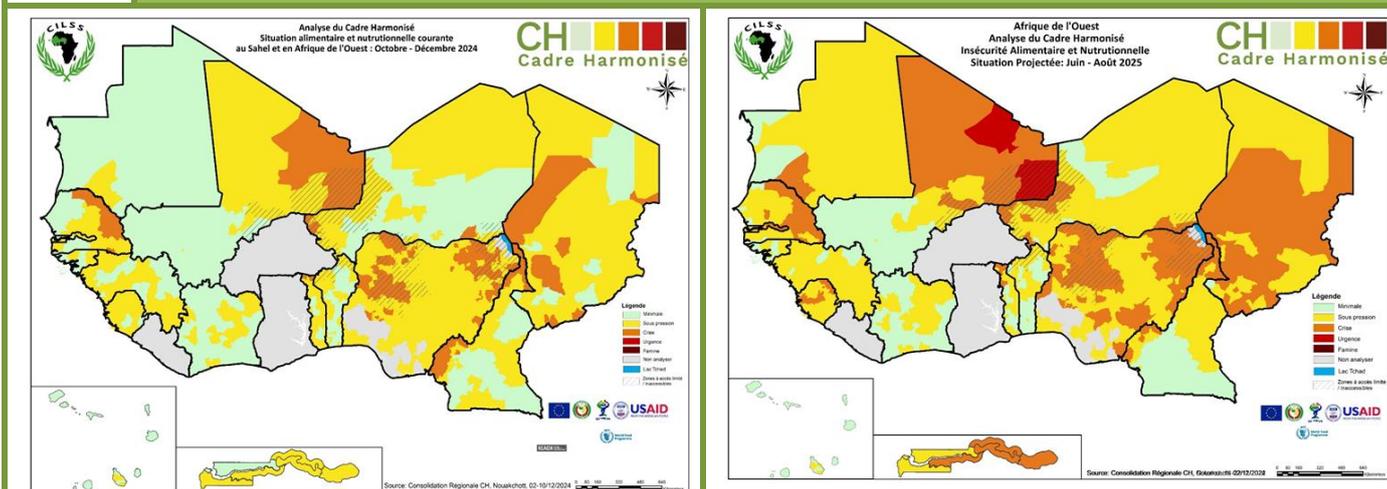


Mortalité

Les données sur la mortalité ne sont disponibles que pour le Mali, où les taux de mortalité indiquent une situation minimale pour la majorité des zones.



Cartographie de l'état de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle



Principaux résultats de l'analyse avec le CH

Nombre de zones analysées et phases de classification

Pour la situation courante (Octobre-Décembre 2024), au total 1 104 zones ont été analysées dans 14 pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest et au Cameroun. Il faut noter que, faute de données, l'analyse CH n'a pas été conduite au Burkina Faso, au Ghana et au Libéria. Les résultats révèlent que sur les 1 104 zones analysées en situation courante, 126 sont classées en Crise (Phase 3), 725 zones en Sous Pression (Phase 2) et 253 en situation Minimale (Phase 1). Il convient de souligner qu'aucune zone n'est classée en situation d'Urgence (Phase 4) ou de Famine (Phase 5).

Tableau 1 : Répartition des zones analysées par pays et par phase de sévérité, en situation courante (Octobre-Décembre 2024) et projetée (juin - Août 2025)

Pays	Situation courante : Octobre – Décembre 2024						Situation projetée : Juin – Août 2025					
	Total Zones analysées	Nombre de zones par Phase					Total Zones analysées	Nombre de zones par Phase				
		Ph 1	Ph 2	Ph 3	Ph 4	Ph 5		Ph 1	Ph 2	Ph 3	Ph 4	Ph 5
Bénin	77	42	35	0	0	0	77	53	24	0	0	0
Cabo Verde	22	16	6	0	0	0	22	17	5	0	0	0
Côte d'Ivoire	31	22	9	0	0	0	31	18	13	0	0	0
Gambie	8	3	5	0	0	0	8	0	4	4	0	0
Guinée	34	12	22	0	0	0	34	4	30	0	0	0
Guinée Bissau	9	7	2	0	0	0	9	6	3	0	0	0
Mali	56	37	13	6	1	0	56	26	18	10	2	0
Mauritanie	15	13	2	0	0	0	15	3	10	2	0	0
Niger	78	41	35	2	0	0	78	6	60	12	0	0
Nigeria	548	0	464	84	0	0	548	0	339	209	0	0
Sénégal	46	28	12	6	0	0	46	10	27	9	0	0

Sierra Leone	16	1	10	5	0	0	16	0	9	7	0	0
Tchad	69	9	47	13	0	0	69	2	19	48	0	0
Togo	37	4	31	2	0	0	37	11	21	5	0	0
Total SAO	1 046	236	697	113	0	0	1 046	156	586	302	2	0
Cameroun	58	17	28	13	0	0	58	28	29	1	0	0
SAO & CMR	1 104	253	725	126	0	0	1 104	184	607	311	2	0

Pendant la période de soudure (juin-août 2025), au total 311 zones seront en Crise (Phase 3) et 2 en Urgence (Phase 4) : les cercles de Ménaka (Région de Gao) et de Tessalit (Région de Kidal) au Mali. En outre, 607 zones seront Sous Pression (Phase 2) et 184 en situation Minimale (Phase 1). Au demeurant, aucune zone ne sera en situation de Famine (Phase 5).



Répartition des populations par phase d'insécurité alimentaire

SITUATION COURANTE : OCTOBRE-DECEMBRE 2024

En situation courante (Octobre-Décembre 2024), sur une population totale analysée de près de 399 millions de personnes, près de 37,9 millions de personnes sont classées en phase Crise à pire dans l'ensemble des pays analysés dont près de 25,1 millions au Nigéria, plus de 3 millions au Cameroun, plus de 2,4 millions au Tchad et plus de 1,5 millions au Niger. L'analyse révèle également que près de 1,6 millions de personnes sont en urgence (Phase 4) dont plus de 987 000 au Nigéria, plus de 265 000 au Cameroun, plus de 185 000 au Tchad, plus de 59 000 au Niger, plus de 58 000 au Sénégal, plus de 19 000 au Mali et plus de 2 000 en Sierra Leone. Aucune population n'est en situation de Catastrophe (Phase 5). Voir tableau ci-dessous pour plus de détails sur l'estimation des populations dans les différentes phases de sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë.

Tableau 2 : Répartition des populations estimées par pays et par phase de sévérité, en situation courante (Octobre-Décembre 2024)

Pays	Population analysée	Population en Phase 1	Population en Phase 2	Population en Phase 3	Population en Phase 4	Population en Phase 5	Population totale en Phase 3 à 5
Bénin	12 915 000	10 214 712	2 116 522	583 765	-	-	583 765
Cabo Verde	510 243	385 022	83 921	41 299	-	-	41 299
Côte d'Ivoire	24 601 202	20 264 094	3 643 450	693 659	-	-	693 659
Gambie	2 422 712	1 816 237	474 545	131 930	-	-	131 930
Guinée	14 048 921	10 291 129	2 837 569	920 223	-	-	920 223
Guinée Bissau	1 816 450	1 422 555	286 191	107 705	-	-	107 705
Mali	23 519 325	19 690 868	2 926 546	882 672	19 239	-	901 911
Mauritanie	4 927 532	4 017 926	723 709	185 897	-	-	185 897
Niger	27 320 164	21 314 420	4 471 193	1 475 129	59 421	-	1 534 550
Nigeria	206 654 553	99 282 293	82 282 305	24 102 784	987 171	-	25 089 955
Sénégal	19 075 965	14 853 184	3 330 471	834 134	58 177	-	892 310
Sierra Leone	8 739 886	6 250 223	1 828 979	658 404	2 279	-	660 683
Tchad	17 673 968	10 692 126	4 562 243	2 233 776	185 823	-	2 419 599
Togo	6 324 160	4 402 274	1 300 163	621 723	-	-	621 723
Total SAO	370 550 080	224 897 063	110 867 808	33 473 099	1 312 110	-	34 785 209
Cameroun	28 456 069	19 507 779	5 868 144	2 814 832	265 314	-	3 080 145
Total SAO+CMR	399 006 149	244 404 842	116 735 953	36 287 931	1 577 424	-	37 865 355

SITUATION PROJETEE : JUIN - AOUT 2025

En situation projetée (juin-août 2025), l'analyse révèle que près de 49,9 millions de personnes pourront être touchées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle de phase Crise à pire, dont plus de 33 millions au Nigéria, près de 3,7 millions au Tchad, plus de 2,7 millions au Cameroun, plus de 2,2 millions au Niger, plus de 1,5 millions au Mali, plus de 1,3 millions au Sénégal, plus de 1,2 millions en Guinée et plus de 1 million en Sierra Leone. Plus de 2,7 millions de personnes seront en urgence (Phase 4) tandis que **plus de 2 500 personnes vivant dans le cercle de Ménaka au Mali pourront faire face à une situation de Catastrophe (Phase 5)**. Voir tableau 3 ci-dessous pour

plus de détails sur l'estimation des populations dans les différentes phases de sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë pour la période de juin à août 2025.

Tableau 3 : Répartition des populations estimées par pays et par phase de sévérité, en situation projetée (Juin-Août 2025)

Pays	Population analysée	Population en Phase 1	Population en Phase 2	Population en Phase 3	Population en Phase 4	Population en Phase 5	Population totale en Phase 3 à 5
Bénin	12 915 000	10 323 892	2 059 534	531 573	-	-	531 573
Cabo Verde	510 243	401 419	73 530	35 294	-	-	35 294
Côte d'Ivoire	24 601 202	19 291 771	4 380 610	928 820	-	-	928 820
Gambie	2 422 712	1 564 669	614 106	236 290	7 647	-	243 937
Guinée	14 048 921	9 233 535	3 557 656	1 257 730	-	-	1 257 730
Guinée Bissau	1 816 450	1 362 325	324 505	129 620	-	-	129 620
Mali	23 519 325	17 962 864	4 038 426	1 451 211	64 179	2 645	1 518 035
Mauritanie	4 927 532	3 490 588	1 062 194	342 757	31 993	-	374 750
Niger	27 320 164	18 843 905	6 255 332	2 105 794	115 132	-	2 220 926
Nigeria	206 654 553	79 364 119	94 130 901	31 365 189	1 794 342	-	33 159 532
Sénégal	19 075 965	5 247 307	2 425 962	1 055 401	11 217	-	1 066 617
Sierra Leone	8 739 886	13 263 899	4 477 934	1 239 935	94 197	-	1 334 132
Tchad	17 673 968	8 206 633	5 772 152	3 283 882	411 301	-	3 695 183
Togo	6 324 160	4 391 212	1 308 388	624 560	-	-	624 560
Total SAO	370 550 080	192 948 139	130 481 229	44 588 058	2 530 009	2 645	47 120 711
Cameroun	28 456 069	20 159 584	5 550 733	2 514 748	231 003	-	2 745 751
Total SAO+CMR	399 006 149	213 107 724	136 031 963	47 102 805	2 761 012	2 645	49 866 463

Analyse de personnes déplacées (PDI, Retournés et Réfugiés)

La situation des personnes déplacées a fait l'objet d'une évaluation dans deux pays, il s'agit du Tchad et du Nigéria.

Au Nigéria, pour la période courante, sur une population de 1 363 492 personnes déplacées dans les Etats de Borno, Sokoto et Zamfara, 422 686 sont en phase 3 à pire dont 67 999 en urgence (Phase 4) et 354 686 en crise (Phase 3). En phase sous pression, c'est 525 041 personnes qui ont été identifiées. Quant à la situation projetée, c'est 515 265 personnes qui seront en phase 3 à pire, dont 98 121 en urgence et 417 1044 en crise. Le nombre de personnes qui seraient en sous pression est évalué à 596 561. Il convient de souligner que ces chiffres de PDIs sont pris en compte dans les chiffres globaux du Nigéria, présentés aux tableaux 2 et 3 précédents.

Au Tchad, en situation courante, sur une population de 1 520 886 réfugiés, retournés et déplacés interne, 457 330 sont en phase 3 à 5, dont 345 642 en phase 3 et 111 688 en phase 4. Pour la situation projetée, c'est 590 169 personnes qui seront en phase 3 à pire dont 401 961 en phase 3 et 188 207 en phase 4. Ces chiffres de personnes déplacées (réfugiés, retournés et PDIs) ne sont pas pris en compte dans les chiffres globaux du Tchad, présentés aux tableaux 2 et 3 précédents.



Facteurs déterminants et limitants

DANGER ET VULNERABILITE

La sécurité alimentaire des ménages dans le Sahel et l'Afrique de l'Ouest est influencée par divers contextes. Les principaux facteurs déterminants comprennent l'insécurité civile, les conflits et déplacements forcés de populations, les chocs climatiques et économiques au niveau régional et mondial. Ces facteurs ont un impact négatif allant de léger à moyen sur la consommation alimentaire, l'évolution des moyens d'existence ainsi que la nutrition.

L'insécurité civile persiste dans la zone des trois frontières, le Sahel Central, le bassin du Lac Tchad les régions du nord-ouest et du sud-ouest du Cameroun. Au nord-ouest et au centre-nord du Nigéria, la présence de bandits armés crée un climat d'insécurité qui affecte les moyens d'existence et l'accès à la nourriture. Selon ACLED, près de 3 064 incidents violents ont été enregistrés dans la région du Sahel Central entre janvier et novembre 2024. L'insécurité civile et les déplacements forcés de populations nuisent aux moyens d'existence, perturbent les échanges commerciaux et la mobilité des personnes – y compris la transhumance pastorale – et limitent l'accès aux services de base en raison de la fermeture et du dysfonctionnement des structures sanitaires, des écoles et des marchés.

Par ailleurs, l'expansion de l'insécurité vers le nord des pays du Golfe de Guinée constitue aussi un autre facteur supplémentaire aggravant la situation alimentaire et nutritionnelle.

Au-delà de l'insécurité civile, les inondations enregistrées dans plusieurs pays de la région ont occasionné des baisses significatives de production, des pertes de moyens d'existence et de vies humaines. Les déficits de production fourragère dans le centre-nord du Sénégal ont entraîné des mouvements précoces de troupeaux et une prolongation de la soudure pastorale, tandis que la soudure agricole sera précoce dans beaucoup de zones de la région en raison de la baisse des productions agricoles.

DISPONIBILITE

La disponibilité alimentaire est globalement bonne en cette période de récolte et post récolte. La majorité des ménages utilisent principalement leur propre production pour se nourrir pendant cette période et les marchés sont bien approvisionnés. Les prévisions de production céréalière pour la campagne 2024/2025 sont de 78,9 millions de tonnes, soit une hausse de 2 % par rapport à la campagne précédente et de 5 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Il convient de mentionner que des baisses de productions sont prévues au Sénégal et au Togo.

On estime à 275 millions de tonnes les productions de racines et de tubercules, ce qui représente une hausse de 5 % par rapport à la campagne précédente et de 11 % par rapport à la moyenne quinquennale. Les productions des cultures de rente pourraient augmenter par rapport à l'année précédente et à la moyenne des cinq dernières années, à l'exception du niébé, du voandzou, du coton et de la noix de cajou qui seraient en baisse par rapport à l'année précédente.

La consommation alimentaire ainsi que les moyens d'existence des populations sont positivement impactées par les bonnes productions agricoles enregistrées dans la majorité des pays de la région à l'exception du Sénégal et du Togo qui ont enregistrées une baisse de production agricole.

En période projetée, la disponibilité alimentaire pourrait se dégrader légèrement sans avoir de fort impact négatif sur la consommation alimentaire. La diminution des stocks des ménages pendant la soudure pourrait en revanche créer une légère tension sur les moyens d'existence des ménages.

ACCESSIBILITE

La relative stabilité des prix des principales céréales notée par rapport à la moyenne des cinq dernières années favorise l'accès des ménages à la nourriture. Globalement, les marchés de la région sont bien approvisionnés en raison des récoltes en cours et de la production agricole prévue. Toutefois, dans les zones affectées par l'insécurité civile du Sahel et dans les extrêmes nord de plusieurs pays côtiers, le fonctionnement des marchés reste toujours perturbé, les approvisionnements étant réalisés sous escorte militaire. En général, la demande est élevée, aussi bien au niveau des foyers que des industries de transformation et des industries biologiques.

Malgré l'augmentation des prix du bétail, les termes de l'échange bétail céréales sont défavorables aux éleveurs. Il est important de souligner que malgré une stabilité relative, les prix des céréales demeurent encore élevés. Pour la période projetée (juin-août 2025), la hausse saisonnière probable des prix aura des impacts moyens à fort sur la consommation alimentaire et les moyens d'existence des ménages.

UTILISATION

Le régime alimentaire adéquat reste inaccessible à plus d'un ménage sur deux. Le Coût d'une alimentation saine reste très élevé, atteignant en moyenne 74 000 FCFA par mois, et pouvant aller jusqu'à 104 000 FCFA pendant la soudure. Même si plus de 70 % des dépenses des ménages soient allouées à l'alimentation, une alimentation saine et nutritive n'est pas abordable pour près de 52% des ménages. Un enfant sur cinq a un régime minimal acceptable et une femme en âge de procréer sur deux n'a pas accès à une alimentation répondant à ses besoins. L'accès à l'eau potable demeure une contrainte pour des nombreux ménages dans la région.

STABILITE

La production céréalière pour 2024/2025 qui a enregistré une légère hausse de 2,3 % par rapport à 2023/2024 et de 4,8 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années permettront d'assurer l'accès à la nourriture aux ménages les plus vulnérables (pauvres et très pauvres) qui ne font pas recours aux marchés en cette période. Les marchés sont bien approvisionnés même si les prix restent élevés dans certaines zones de consommation mais

aussi amorcent une baisse dans les zones de production. La tension des prix persistera dans la période de juin à août 2025 et pourrait impacter négativement la situation alimentaire.



Méthodologie et difficultés de l'analyse

Les présents résultats sont issus des analyses nationales qui se sont déroulées dans les pays du Golfe de Guinée, du Sahel et au Cameroun sur la période d'octobre à décembre 2024. Pour ce cycle, le Burkina Faso, le Ghana et le Liberia n'ont pas conduit d'analyse. Dans les pays, les sessions d'analyses ont été conduites par les Cellules Nationales d'Analyse sous la facilitation des membres du Comité Technique du CH (ACF, CILSS, FAO, IPC/GSU, OXFAM, PAM et Save the Children).

Les principaux indicateurs de résultats analysés sont issus des enquêtes ménages (Face à Face ou mVAM) sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité. Ces enquêtes réalisées pour la plupart entre août et novembre 2024 ont permis de disposer des indicateurs de résultat notamment pour i) la **Consommation Alimentaire** (Score de Consommation Alimentaire (SCA), Score de Diversité Alimentaire des Ménages (SDAM), Indice réduit des Stratégies de Survie Alimentaire (rCSI), Echelle de Faim des Ménages (HHS), ii) **l'Evolution des Moyens d'Existence** (Indice des Stratégies d'Adaptation basées sur les Moyens d'Existence (ISAME)) et dans certains cas pour **l'Etat Nutritionnel** (MAG - P/T ou PB, des analyse IPC AMN) et des données de mortalité (TMM5, TBM). Il faut cependant noter que peu de pays ont collecté des données sur la nutrition, la **Mortalité** et le **HEA**. Les analyses ont été renforcées par la prise en compte des facteurs contributifs provenant de plusieurs autres sources (rapports de suivi et d'évaluation de la campagne agropastorale, suivi de la situation hydrologique, suivi de la situation pastorale, suivi des flux, du fonctionnement des marchés et des prix des denrées, insécurité, assistance, etc.) provenant des données collectées par les dispositifs nationaux d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que les partenaires membres des Cellules Nationales d'Analyse CH dans les pays.

Les protocoles spéciaux pour l'analyse des zones inaccessibles et d'accès limité ont été appliqués pour certaines zones du Niger (régions de Tillabéry, Diffa, Dosso et une partie de Tahoua) et au Nigeria (Adamawa, Borno, Yobe, Zamfara et Sokoto). L'échantillonnage des enquêtes de sécurité alimentaire incluant une strate dédiée aux personnes déplacées a permis d'effectuer une analyse spécifique de leur situation de sécurité alimentaire au Nigeria (PDIs dans les Etats de Borno, Sokoto et Zamfara) et au Tchad (Refugiés, retournés et PDIs des régions de Chari Baguirmi, Ennedi-Est, Lac, Logone Oriental, Moyen-Chari, Ouaddai, Sila et de Wadi Fira). Cette approche a utilisé les protocoles spéciaux pour la classification des groupes de ménages et de populations spécifiques.

Au terme des analyses nationales, le comité technique du CH s'est réuni à Nouakchott (Mauritanie) du 02 au 10 décembre 2024 pour la revue de la qualité des analyses et la consolidation des résultats. Ont pris part à ces travaux en présentiel : les représentants techniques d'ACF, du CILSS, de la FAO, de l'IPC/GSU, du PAM, de Save the Children, et d'OXFAM.

Les principales difficultés rencontrées lors des analyses nationales et de la consolidation régionale sont relatives à :

- Une maîtrise insuffisante des protocoles, procédures et outils d'analyse du CH version 3.0 notamment en ce qui concerne la convergence des preuves et l'estimation des populations ;
- La mise à disposition tardive des données et preuves nécessaires au remplissage de la matrice intermédiaire avant le début des ateliers nationaux d'analyse ;
- Le décalage de certaines analyses nationales qui coïncident avec la période de revue qualité et consolidation régionale par le comité technique ;
- Le non-respect du calendrier régional par certains pays ;
- Des difficultés dans la formulation des hypothèses de projection et l'appréciation de l'impact des facteurs contributifs sur les résultats :

- L'absence des données de nutrition et de mortalité dans plusieurs pays.



Recommandations pour l'action et les analyses suivantes

Au terme des analyses, les recommandations suivantes sont formulées :

A l'attention des Etats membres du CILSS, de la CEDEAO et L'UEMOA :

- Développer et mettre en œuvre des programmes d'urgence dans les délais pour apporter une assistance alimentaire et nutritionnelle immédiate aux populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle (phase 3 à 5) afin de protéger les moyens d'existence et sauver les vies humaines dans les pays concernés.
- Concevoir et mettre en œuvre des plans de réponses en faveur des populations vulnérables (phase 2 et plus) pour protéger leurs moyens d'existence ;
- Poursuivre et renforcer des actions de prévention et de prise en charge de la malnutrition dans les zones à travers des plans de réponses actualisés ;
- Appuyer financièrement les collectes des données et les ateliers d'analyse de cadre harmonisé ;
- Respecter le calendrier régional des activités de la SAN.

A l'attention du CILSS et ses partenaires du CT-CH

- Poursuivre les actions de renforcement des capacités techniques des membres des Cellules Nationales d'Analyse du Cadre Harmonisé pour une meilleure appropriation de l'outil ;
- Appuyer les SAP dans la mise en place et le fonctionnement d'un mécanisme spécifique de collecte de données dans les zones inaccessibles ou à accès limité ;
- Poursuivre l'amélioration technique de l'outil CH notamment sur le seuillage de certains facteurs contributifs, sur les indicateurs du résultat Evolution des moyens d'existence etc. ;
- Renforcer l'intégration de la dimension genre dans le processus de la collecte des données et de l'analyse.

A l'endroit des Partenaires Techniques et Financiers

- Appuyer les pays dans la mise en œuvre de leurs plans nationaux de réponse en faveur des populations vulnérables identifiées ;
- Soutenir les efforts des pays dans la mise en place des systèmes fonctionnels d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et les moyens d'existence.



Contacts

Issoufou BAOUA
 Coordonnateur PRA-SAN
 Expert Analyste en Cadre Harmonisé
 Tél. : (+227) 20 31 53 16 - Mobile : (+227) 96 52 08 54
 E-mail : Issoufou.baoua@cilss.int

Sy Martial TRAORE
 Expert Analyste en marché
 Tél. : (+227) 20 31 53 16 - Mobile : (+227) 97 15 78 82
 E-mail : Martial.traore@cilss.int



Partenaires Techniques et financiers de l'analyse

	Food and Agriculture Organization of the United Nations	FEWS NET Famine Early Warning Systems Network	IPC Integrated Phase Classification		
	unicef pour chaque enfant				
	WFP World Food Programme		IsDB البنك الإسلامي للتنمية Islamic Development Bank		

